



**LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
S'ATTAQUE AUX SERVICES PUBLICS,
À NOTRE SANTÉ ET À NOTRE POUVOIR D'ACHAT !**

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE DÈS LE 5 DÉCEMBRE !

Pour économiser cinq milliards d'euros sur le volet « dépenses » du budget 2025, le Gouvernement via son ministre de la Fonction Publique a trouvé la solution : **faire les poches des fonctionnaires.**

Après avoir annoncé la reprise des suppressions d'emplois (-529 au total mais - 730 dans le réseau), la suppression de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) qui allait concerner un tiers des agents en 2024, il s'attaque à leur santé avec l'instauration de 3 jours de carence !

FONCTIONNAIRE BASHING !

Depuis sa nomination, le ministre Kasbarian critique continuellement les agents publics, les qualifiant de privilégiés et de fainéants. Il semble ignorer l'importance des services publics et nie notre volonté de servir l'intérêt général. Ses éloges à Elon Musk, connu pour vouloir réduire le budget des administrations et affaiblir l'État, montrent une fois de plus son mépris pour nous.

Selon le ministre Kasbarian, nous serions responsables de nos absences pour cause de maladie. Pour lutter contre cet absentéisme, il propose d'augmenter à trois le nombre de jours de carence et de réduire de 10 % notre indemnisation lors des arrêts maladie !

Le Gouvernement avance une mesure d'égalité entre les salariés du privé et du public... Sans aucune prise en compte que 70 % des salariés du privé se voient prendre en charge ces jours de carence... Il est bien question d'un alignement sur les 30 % des salariés du privé les plus précaires...

LA DGFAP DÉMONTRE QUE LES CHIFFRES AVANCÉS PAR LE MINISTRE SONT FAUX !

Dans un rapport du 15 novembre 2024, la DGFAP va à l'encontre des chiffres donnés par le ministre Kasbarian pour justifier ses mesures. Ce rapport révèle que, dans la fonction publique d'État (FPE), les fonctionnaires se sont moins absentés en 2023 pour raison de santé que dans le secteur privé (8,4 jours contre 10,3) et que, sur l'ensemble de la fonction publique, ils se sont absentés 12 jours en moyenne, soit 1,7 jours de plus que les salariés du privé. Le rapport montre que, si les agents publics sont légèrement plus « absents » pour raison de santé que les salariés du privé, c'est parce qu'ils exercent des métiers à forte pénibilité, parce que les agents sont plus âgés et que la proportion de femmes, dont chacun sait qu'elles sont plus exposées aux risques sanitaires, y est plus élevée ! Il s'agit donc d'une inégalité supplémentaire.

DES ATTAQUES SUR NOTRE SANTÉ MAIS AUSSI SUR NOTRE POUVOIR D'ACHAT :

Les conséquences de ces régressions seront sans appel sur notre santé et notre porte-monnaie. En effet, selon les calculs effectués par nos organisations syndicales, ce sera minimum 200 euros de moins si vous vous arrêtez à minima 3 jours. Cette perte conséquente de salaire, jamais vue ces trente dernières années, poussera les collègues malades à se rendre sur leur lieu de travail au détriment de leur santé, quitte à contaminer leurs collègues. Il est inadmissible d'être discriminé, y compris pour raison de santé.

Alors que le rapport de la DGAFP pointe également une baisse de rémunération entre 2021 et 2022, en euros constants, de 1,4 % (2,3 % dans la FPE), toujours par mesure d'économie, le ministre a décidé de supprimer la GIPA en 2024, dont près de 26 000 agentes et agents de la DGFIP majoritairement de catégorie B et C ont bénéficié en 2023. Il annonce que 2025 sera encore une année blanche pour la revalorisation de la valeur du point d'indice pour 2025.

Pour toutes ces raisons, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP et CFDT/ CFTC Finances Publiques appellent l'ensemble des agentes et agents des Finances Publiques à être **MASSIVEMENT EN GRÈVE DÈS LE 5 DÉCEMBRE !**
Cette journée de grève doit démontrer l'ampleur de notre colère et le début d'une mobilisation dont nous devons collectivement sans tarder construire les suites.

MAINTENANT ÇA SUFFIT ! N'ACCEPTONS PAS L'INACCEPTABLE !

MANIFESTATION AVIGNON
10 H 30 – Départ Cité Administrative
Assemblée Générale à la Cité avant la Manifestation